

NE PAS ENFOUIR ! NI ICI, NI AILLEURS

décembre 2008

déchets nucléaires

CDR 55 Collectif meusien contre l'enfouissement des déchets radioactifs **SPECIALE "FAVL"**
1 sentier de Guédonval - 55000 BAR LE DUC www.burestop.org

Appel à "candidatures" pour... nouvelle poubelle nucléaire

"C'est encore ici que ça tombe !"

Ça a commencé en juin dernier

L'Andra (l'agence nationale de gestion des déchets nucléaires) a envoyé en juin dernier un appel d'offre à 3115 communes en France dont 335 en Meuse. Qui se porte candidat pour un projet d'enfouissement de déchets nucléaires entre 50 et 200m ? Des déchets dits « à Faible Activité et à Vie Longue » (FAVL) mais dont l'appellation est bien trompeuse (page 3). Les maires seuls pouvaient donner leur feu vert.

Mauvaise nouvelle : une trentaine de communes sont candidates et elles sont dans l'Est de la France

C'est dans les régions Lorraine et Champagne-Ardenne, déjà nucléarisées ou en passe de l'être que se trouve la trentaine de communes qui ont répondu à cet appel à candidature, clos début novembre ! Cette belle unanimité géographique est troublante vu la proximité de BURE, Soulaines et Morvilliers. Alors que de nombreux maires et conseils municipaux partout en France ont flairé le piège et refusé de délibérer "pour une telle candidature" au nom de leurs administrés.

Bonne nouvelle : une mobilisation inattendue et... payante

Dans de nombreux endroits, comme en Moselle, Bas Rhin, Meurthe-et-Moselle, Vosges, Meuse ou en Champagne-Ardenne, grâce à des réseaux associatifs, l'information a circulé et des personnes actives ont interpellé très localement les municipalités concernées. Pour leur donner un autre point de vue que celui développé dans la luxueuse plaquette de l'Andra qui vantait le projet en terme d'"opportunité à saisir, de notoriété accrue et de bénéfices à venir". Dans le sud-meusien et les Vosges toutes proches, secteur hautement menacé car à proximité de Bure, des "habitants vigilants" ont activé une véritable campagne de débat citoyen. Réunions d'information publiques, pétitions, exigence de consultation populaire, tout a été mis en œuvre. Et cela a marché dans diverses communes, allant jusqu'à re-délibérer.

Rien n'est joué

Si l'Andra fait connaître officiellement les "heureux" gagnants à cette drôle de loterie fin de l'année, il est certain que la lutte va se poursuivre. Comment l'Andra pourra-t-elle implanter un gigantesque gruyère nucléaire souterrain sous une seule commune, isolée au milieu d'autres qui n'en veulent pas ? La première chose que recherchait l'Andra, c'est un endroit qui ne réagit pas.

A noter que tout cela nous ramène 15 ans en arrière, lorsque le "LABO" est arrivé dans la région. Mêmes promesses, mêmes illusions, mêmes appâts. Le résultat pour BURE ? Des déchets devraient y arriver en 2025, malgré les déclarations initiales : "rien que de la recherche géologique, jamais de déchets atomiques chez nous". Les maires qui ont mis le doigt dans l'engrenage ces derniers mois ne pourront plus rien décider en 2010, malgré les affirmations de l'Andra qui annonce une pseudo consultation démocratique dans deux ans... lorsqu'elle aura décidé où s'implanter. La démocratie nucléaire : on connaît !



Chers adhérents,

Cela fait un moment que vous n'avez pas reçu de bulletin d'information du collectif (le dernier date du mois d'août) et peut-être pestiez-vous un peu : "On cotise et on n'a pas de nouvelles !"

Eh non, le collectif n'a pas mis la clef sous la porte, au contraire.

Les derniers mois ont été très denses avec l'arrivée d'un projet de nouvelle poubelle nucléaire dans le coin et il a fallu être présents sur le terrain : animation de réunions publiques, réunions de travail au côté des habitants de Gondrecourt et d'ailleurs, réunions régionales pour rencontrer les autres groupes actifs en Lorraine et dans le grand EST, mise à jour régulière du site internet... Bref, l'équipe active du collectif n'a pas chômé.

Vous restez fidèles et cela est bien car sans vous, plus grand-chose de possible. Le collectif reste ouvert à tous ceux et celles qui veulent participer ou donner un coup de main car nous sommes tous bénévoles. A bientôt donc, notamment à grand lors de la prochaine manifestation ?

IMPORTANT : Pour être informés en temps réel par mail, merci de communiquer votre adresse internet à : burestop.cdr55@free.fr



Réseau Sortir du nucléaire

LES COMMUNES qui se sont portées CANDIDATES *

Ces communes sont portées candidates à ce jour. Certaines vont sans doute re-délibérer prochainement, il est plus qu'urgent de se mobiliser pour que l'Andra ne puisse pas venir faire de nouveaux forages !

MEUSE / 6 communes candidate(s) : Gondrecourt-le-Château / Chassey-Beaupré / Billy-sous-Mangiennes / Montigny-lès-Vaucouleurs / Fontaines-Saint-Clair / Rouvrois-sur-Othain

VOSGES / 3 communes candidate(s) : Aouze / Grand / Sulosse-sous-Saint Elophe

MOSELLE / 1 commune candidate : Baronville

AUBE / 10 communes candidate(s) : Brienne-le-Château / Morvilliers / Pars-lès-Chavanges / Saint-Léger-sous-Brienne / Hampigny / Juzanvigny / Petit-Mesnil / Epothémont / Auxon / Radonvilliers

MARNE / 1 commune candidate : Sainte-Ménéhould

HAUTE-MARNE / 11 communes candidate(s) : Saint-Blin / Rimaucourt / Roches-Bettaincourt / Vaux-sur-Saint-Urbain / Doulaincourt-Saucourt / Semoutiers-Montsaon / Bricon / Juzennecourt / Orquevaux / Darmannes / Mirbel

* L'Andra ayant repoussé la date butoir du 31 octobre, d'autres candidatures sont peut-être à craindre encore...

De sérieuses raisons d'être inquiets... !

INCROYABLE MAIS VRAI : seules sont candidates en France des communes à proximité de centres (ou de projets) de stockage nucléaire : Soulaines et Morvilliers, sites de stockage de déchets nucléaires en surface de l'AUBE et Bure, projet d'enfouissement en MEUSE. L'ensemble des communes candidates sont sur un axe qui pourrait bien devenir "stratégique" pour l'industrie électronucléaire.

Comme par hasard, dans ces communes candidates, la population a soigneusement été tenue à l'écart. A Grand (88), le maire s'est hâté de faire passer la délibération en début d'été, le 2 juillet. A Gondrecourt, le maire a fait passer d'urgence sa délibération alors que les habitants, informés, exigeaient un légitime débat public. A Montigny-lès-Vaucouleurs, les habitants ont découvert la décision du conseil municipal plus d'un mois après. Les jeux étaient-ils déjà faits, avec en écran, une large consultation de mairies dans tout le pays, et des démarches "souterraines" dans cette zone de l'Est, fragilisée économiquement et déjà nucléarisée côté déchets ? Notre avenir est-il de devenir la poubelle nucléaire française, sans concertation, ni possibilité de choix ?

POURQUOI fallait-il SE MÉFIER ?

Lettre ouverte de Paul Huvelin, géologue aux maires - Extraits

<<...Quelques compléments venant d'un géologue indépendant, sortant de la même école que les dirigeants du laboratoire de BURE, et donc susceptible de savoir amender certains de leurs discours, pourraient vous être utiles. Retraité depuis longtemps, je n'ai aucun intérêt à vous raconter n'importe quoi ; **votre réponse à leur offre demande plus mûre réflexion, tant elle pourrait engager l'avenir proche et lointain de votre commune et celui de notre région toute entière.**

En plus d'emplois, une dotation annuelle de 600 000€ vous serait allouée pour accepter ces déchets si difficiles à caser ; espérons que les versements dureront aussi longtemps qu'eux.

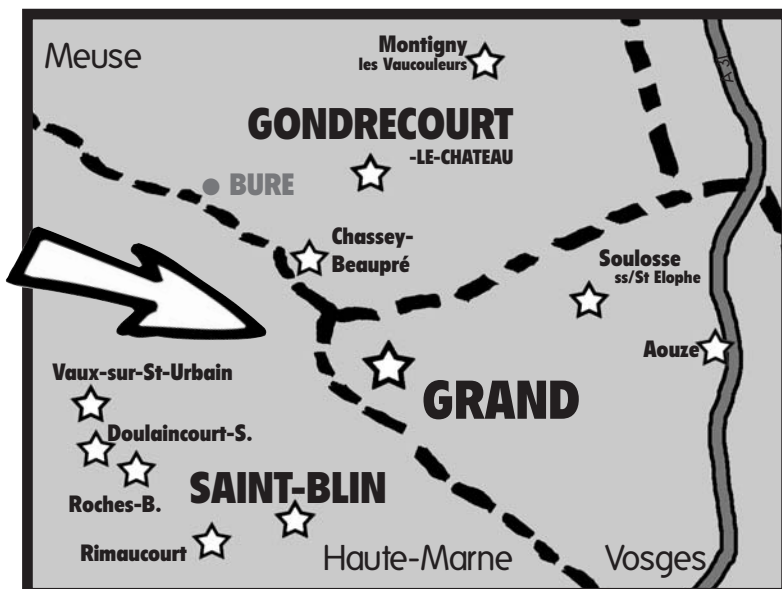
On vous a rassuré : ces déchets sont de faible activité. Mais sans tout vous dire : parmi eux, les « déchets graphites » mal conditionnés qui datent des réacteurs les plus anciens, le graphite servant de modérateur et susceptible de retenir, lors des nombreux « incidents d'exploitation », une part importante d'émetteurs alpha et gamma comme le plutonium, de haute activité et vie longue. Comme l'a clairement indiqué un récent rapport de la CNE (n°2, juin 2008), le problème majeur est le stockage de ces déchets qui contiennent entre autres du chlore 36, très mobile dans l'environnement, avec une longévité de plusieurs millions d'années. Notons qu'en cas de fuite, les eaux chlorées pollueraient définitivement la région probablement plus tôt que prévu (contaminations des nappes et des cours d'eau).

Quant aux « déchets radifères », ils ne sont guère moins redoutables, **bien que l'ANDRA mette l'accent sur la « faible activité » sans tenir compte de la nature de la radioactivité** (alpha, bêta ou gamma) : certains de leurs composants de très forte toxicité sont extrêmement dangereux même en quantités infimes. Ils seraient peut-être moins prompts à fuir d'un site d'enfouissement, mais le désastre du site d'Asse en Allemagne, encore tout récemment évoqué dans la presse, montre bien la limite des garanties d'étanchéité !

Sachez encore, ce que les autorités ne vous diront pas non plus, que les radionucléides ont la propriété de se recycler dans les végétaux (désastre économique et sanitaire) et que même à faible dose radioactive, une ingestion, source interne de radiations, est toujours dangereuse, vu que les radionucléides, une fois dans l'organisme, plus encore chez les fœtus et les enfants, se concentrent sélectivement dans les organes vitaux puis détruisent l'organisme, comme on continue constamment d'en faire l'amère expérience dans les territoires contaminés autour de Tchernobyl.

Si vous tardez à vous décider, on vous dira que le temps presse : vous êtes en compétition avec vos voisins et on vous laisse jusqu'à la fin du mois et pas plus. (...)

En espérant vous avoir apporté quelques éclaircissements dans la mesure de mes moyens sur cet épineux problème des déchets, qui nous tracasse tous, je vous prie d'agréer, Mesdames et Messieurs, l'assurance de ma considération distinguée.>>



Une poubelle nucléaire sous nos villages ?

TOUTE CETTE ZONE EST MENACÉE. MOBILISATION POUR QUE CES MUNICIPALITÉS "CANDIDATES" À L'ENFOUISSEMENT PRENNENT DE NOUVELLES DÉLIBÉRATIONS.

NON!

TOUS à GRAND AU CARREFOUR DES 3 DÉPARTEMENTS
14h - Samedi 13 décembre 2008

Association des Habitants vigilants

MANIFESTATION

Parce qu'en réponse à l'offre de candidature à un nouvel enfouissement de déchets nucléaires (FAVL) lancée par l'ANDRA, la majorité des communes de notre région a répondu "non"...

Parce que dans les communes qui se sont portées candidates (3 dans le sud-meusien, 3 dans l'ouest des Vosges, et 9 en Haute-Marne), la décision a été prise par des conseils municipaux sans que soient ni concertés, ni même prévenus les habitants, sans information ni débat contradictoire !

Parce que, si ces déchets enfouis dans notre sous-sol se propagent, toute notre région sera concernée et condamnée, et pas seulement la commune qui sera choisie parmi les candidates...

Parce que nous n'en voulons ni en Meuse, ni en Haute-Marne, ni dans les Vosges, et que nous avons besoin de faire savoir aux conseils municipaux concernés, mais aussi à l'ANDRA et au gouvernement, que ce ne sont pas seulement quelques "récalcitrants" qui s'opposent, mais bien l'ensemble de la population de ces départements,

Les habitants vigilants organisent une MANIFESTATION à GRAND (88), situé au carrefour de nos 3 départements, samedi 13 décembre-14h-Place des Halles.

Apportez vos pancartes indiquant le nom de votre ville ou village, et venez dire « non ! » Parlez-en et venez en groupe... à plusieurs... en covoiturage..

Contact Meuse : 03 29 89 60 19

Réunions publiques - pétitions - consultations populaires et redélibérations dans certains villages : LA MOBILISATION, ÇA MARCHE !

Côté Meuse, si les gens ne s'étaient pas bougés dès juillet, ce ne sont pas 6 mais davantage de communes qui seraient candidates aujourd'hui...

L'appel à candidatures saupoudré auprès de 3115 communes françaises pour accueillir un nouveau site de stockage souterrain nucléaire (FAVL), lancé juin 2008, a eu au moins le mérite de faire prendre conscience à bon nombre d'habitants que le nucléaire n'est pas aussi propre que le proclamait encore dernièrement Mme Lauvergeon (PDG d'Areva).

La plupart des maires et conseils municipaux n'ont pas voulu engager leur commune sur un projet aussi conséquent pour leur avenir.

L'information a circulé, auprès des habitants, grands oubliés de cette consultation gouvernementale, grâce à la mobilisation des habitants et à divers réseaux associatifs. Et là où passe l'information sur la vraie nature de ce projet, l'Andra n'a plus le champ libre. **Conclusion : plus le temps passe et moins les déchets radioactifs pourront être enterrés en catimini !**



Déchets nucléaires : fronde à Gondrecourt le Château

Est Républicain, 28 septembre 2008 - extrait

Plus de 300 manifestants contre la candidature de la ville pour l'accueil d'un centre de stockage.

"On aura déjà une poubelle nucléaire à Bure ; on n'en veut pas une deuxième", lance Christian Polato dans son porte-voix. Une foule de plus de 300 manifestants lui répond comme un écho, le temps d'un après-midi ensoleillé, Gondrecourt le Château (Meuse) est devenu le centre de la protestation contre les déchets faiblement radioactifs à vie longue. Les 4 départements lorrains sont concernés par cette question et des actions étaient organisées à Lunéville, Metz et Neufchâteau. Dans le Meuse, 305 communes meusiennes ont été consultées par l'Andra pour l'accueil d'un centre de stockage. Le 11 septembre dernier, le conseil municipal de Gondrecourt le Château a pris une délibération, avec une majorité de 8 voix, deux contre et une abstention. Ce qui a suscité l'exaspération d'un groupement d'habitants du canton, organisateurs de la manifestation. "C'était une décision exceptionnelle, au-delà des compétences des élus", insiste Christian Polato, "il aurait fallu une information et un débat".

Poubelles devant la mairie

Les organisateurs ont lancé une pétition dans la communes qui a réuni 527 signatures, sur les 575 habitants de la commune. (...). Objectif: réclamer un débat public, ainsi qu'une consultation et à terme, une nouvelle délibération. Les organisateurs ont été rejoints par les membres du Collectif contre l'enfouissement des déchets radioactifs et de la Ligue communiste révolutionnaire. A l'issue de la manifestation, les participants ont symboliquement aligné des poubelles devant la mairie, avant de faire un siting.

De son côté, Stéphane Martin, le maire n'a pas l'intention de revenir sur sa délibération. "Nous n'avons pas dit oui à un centre de stockage, mais faisons acte de candidature pour que l'Andra fasse des recherches dans notre sous-sol. Si nous sommes retenus, il y aura un débat et nous pourrions le cas échéant, revenir sur notre décision". (...) Le débat reste ouvert et devrait provoquer encore des remous autour de la commune meusienne.

A savoir que la question de la consultation populaire sur la candidature est passée le 17/11 en conseil municipal. A la demande du groupement des Habitants vigilants qui avait récolté par pétition près de 80% de signatures. Une séance houleuse, avec un vote plus que serré, une abstention, 7 voix pour, 7 voix contre. La voix prépondérante du maire (contre) a fait pencher la balance. La consultation comme dans d'autres communes a donc été refusé à la population de Gondrecourt-le-Château !

quelques repères 55

De nombreuses communes ont délibéré contre le projet, conscientes de l'impact négatif régional du projet sur tourisme, développement, agriculture etc...

Juillet 2008 : Vigneulles-les-Hattonchâtel délibère "non à l'unanimité" (ER 17/07/08)

Des municipalités ont organisé soit spontanément, soit sous la pression populaire, des consultations de leurs habitants. Après les réunions publiques organisées par les habitants ou des maires, avec ou sans participation de l'Andra, certains conseillers municipaux ont pris conscience qu'ils avaient été trompés sur la nature des déchets, la finalité du projet et aussi manqué de recul pour leur réflexion.

Samedi 27 septembre : Manifestations contre les projets FAVL ont lieu dans une vingtaine de départements

28/09/2008 : Ville-en-Woëvre organise une consultation populaire - Résultat : non à 70%

11/10/2008 : Tréveray organise une consultation populaire - Résultat : non à 87,8%. Le 24/10 suivant le conseil municipal délibère contre.

Demange-aux-Eaux : une réunion publique d'information a été organisée, une pétition a circulé, et le conseil a voté contre à bulletin secret.

Badonvillers-Gérauvillers avait dit oui dans un premier temps mais a redélibéré contre fin octobre...

à suivre...

**Municipalités :
des prises de
position sensées
qui posent le problème
à sa juste mesure :
atouts du territoire,
qualité de vie et politique
énergétique future.**

Saint Mihiel :

**MOTION RELATIVE A L'AGENCE
NATIONALE DE GESTION DES
DECHETS RADIOACTIFS**

Extrait d'un mail d'un habitant

<< Le conseil municipal de Saint Mihiel s'est prononcé ce soir (jeudi 30 octobre) contre le projet FAVL à l'unanimité.

Ceci grâce à M. Régis Mézaud, président de la Codécom et aux 6 conseillers d'opposition.

La soirée a commencé à 19h avec une réunion publique de Bertrand Pancher (député UMP du Sud-meusien) où était présente une cinquantaine de personnes.

Lorsque M. Pancher a commencé à aborder le sujet des déchets nucléaires et expliquer qu'il était pour l'enfouissement, il a été immédiatement interrompu par M. Régis Mézaud, maire de Lacroix sur Meuse et président de la CODECOM, qui lui a rétorqué qu'il ne voulait pas des FAVL sur son territoire et qu'il n'était pas nécessaire de continuer sur ce sujet ! Et là, l'incroyable s'est produit, devant M. Mézaud, M. Pancher a reculé, arguant que de toute manière, il était fatigué de se faire agresser chaque fois qu'il évoquait ce sujet en Meuse. Et que de toute façon le mieux était de les stocker à BURE.

Ensuite, à 20h30 se réunissait le conseil municipal, avec en point n° 8, les FAVL.

Nos 6 représentants ont argumenté pendant une demie-heure pour le contre :

"- Saint Mihiel est ville porte du parc régional, et le projet FAVL est contraire à la charte du parc.

- Saint Mihiel est ville vacances vertes

- Saint Mihiel est ville d'Histoire

- Des cas de cancers sont avérés sur des sites de stockage existants comme Soulaines (dans l'Aube), souhaitons-nous cela à Saint Mihiel ?"

L'opposition est unie et n'a pas peur d'exprimer son opinion, elle vote contre et refuse le vote à bulletin secret. M. Alain Perelle, le maire, à son tour a reculé et demandé à sa majorité si elle acceptait le vote à main levée. S'en est suivi un vote contre à l'unanimité...>>



Communauté de Communes du Jarnisy (54) :

**MOTION RELATIVE A L'AGENCE
NATIONALE DE GESTION DES
DECHETS RADIOACTIFS**

Délibération communiquée par un habitant

- Considérant l'appel à candidatures transmis par l'Agence Nationale de gestion des Déchets RadioActifs à la Communauté de Communes du Jarnisy, mais également à plus de 3000 autres communes, en vue de l'implantation d'un centre de stockage de déchets radioactifs de faible activité et à vie longue ;

- Considérant le principe d'une démarche volontaire de la commune susceptible d'accueillir le site au regard de la nature géologique potentiellement favorable du sous-sol ;
Après en avoir délibéré, le Conseil Communautaire, par 47 voix pour et 4 abstentions, Exprime :

- sa désapprobation face au choix du périmètre retenu pour la consultation, au cœur d'une ville et village ou d'un secteur géographique qui, sans cesse, recherche à améliorer la qualité de son cadre de vie et de son patrimoine naturel et bâti
- son **refus catégorique de toute implantation d'un centre de stockage sur son territoire qui porterait à l'évidence gravement préjudice tant à son image qu'à sa politique de développement durable mise en œuvre localement.**

Et demande au Président de l'Agence Nationale de gestion des Déchets RadioActifs et au Ministre de l'Ecologie, de l'Energie, du Développement durable et de l'Aménagement du territoire :

- la prise en considération de l'attachement particulier de la Communauté de Communes du Jarnisy et de leurs élus à leur ville et village, eu égard à sa qualité de vie et à son potentiel de développement guidé par la préservation de son environnement

- l'abandon définitif de son secteur géographique comme éventuel lieu d'implantation d'un centre de stockage de déchets radioactifs
- **la mise en place d'un véritable débat national sur la gestion des déchets radioactifs ainsi que sur la politique nucléaire de notre pays.**

Vignot (55)

Extrait Est Rép. 26/10/2008

Au cours du dernier conseil municipal, Mme le Maire a sollicité l'assemblée afin de délibérer sur la suite à donner aux différents courriers concernant l'accueil de déchets radioactifs sur la commune. (...)

Se pose la question pour chacun : " à l'heure où notre canton perd son régiment, que de nombreux emplois disparaissent, ne pourrait-on accepter cette proposition ? Bien sûr, les contreparties financières proposées par l'Andra sont alléchantes, mais pour quel héritage laissé aux générations futures ! A terme, ce site n'aura besoin que de 5 postes à temps plein pour la surveillance et nous ne connaissons pas l'état de conservation de ces déchets dans quelques années."

Au moment où la Codecom, l'office de tourisme, les professionnels travaillent sur un plan de développement touristique pour le secteur tout entier, Vignot, la Meuse, la Lorraine doivent-elles devenir une poubelle nucléaire ? Ne pouvons-nous faire de notre commune, de notre département qu'une déchetterie radioactive ?

Devant ces nombreuses interrogations et afin de respecter la cohérence qui a toujours été par rapport aux mannes financières de l'Andra, lors du dernier conseil municipal du 27 août, une délibération a été prise à l'unanimité de ne pas porter la commune candidate à ce site nucléaire et d'interdire le stockage de ce genre de matière sur l'ensemble du territoire communal.

Vaucouleurs (55)

Extrait ER 21/10/2008

Suite à plusieurs débats internes, mais aussi à celui mené au sein de la Codecom, les élus étaient invités à se prononcer sur la candidature... (...)

A l'unanimité, le conseil s'est prononcé contre, **regrettant que cette consultation soit faite à un niveau communal, pas adapté à ce type de débat, compte tenu de son impact.**

presse...

Chassey-Beaupré : réactifs au projet radioactif

L'Est Républicain / Meuse / 17.11.08

La candidature de Chassey-Beaupré aussi commence à générer du remous. Une pétition réclame que la population soit consultée sur le projet de stockage de déchets nucléaires.

Chassey-Beaupré, 138 habitants, son église, son château d'eau, sa scierie... et peut-être bientôt son centre de stockage de déchets radioactifs...

Le projet n'en est encore qu'à l'état de candidature, une parmi 25 communes françaises qui ont déjà répondu à « l'appel d'offres » lancé par l'Andra (Agence nationale pour la gestion des déchets radioactifs). Mais contrairement à Gondrecourt, sa remuante voisine, également candidate pour accueillir ces déchets de type FAVL (faible activité à vie longue), le petit village de Chassey-Beaupré, lui, tente de passer discrètement entre les gouttes de l'averse médiatique. Silence radio côté mairie.

« Je ne communique pas avec la presse », assume l'édile, Gilles Gauluet. « Cette candidature, ce n'est qu'une première étape. On travaille dans l'intérêt de la commune et on continuera comme ça. Mais sitôt que le projet sera engagé (NDLR : autrement dit, si l'Andra devait retenir cette candidature), alors on communiquera. Pas avant. »

Mais espérer faire profil bas, c'était compter sans les voisins, et le collectif des « habitants vigilants du canton de Gondrecourt ».

Scénario identique

Non contents de fédérer l'opposition au projet sur le chef-lieu, ses membres sont en effet allés frapper aux portes des villageois de Chassey, pour leur demander leur avis. Et les enjoindre à signer une pétition réclamant que la population soit consultée dès maintenant. Scénario point pour point identique à celui tourné simultanément à Gondrecourt. « Et nous n'avons essuyé que très peu de refus », certifie Christian Polato, l'un des sollicitateurs. « En tout cas, avec 26 signatures, nous atteignons le quota de 1/5e du nombre d'inscrits sur les listes électorales, ce qui oblige le maire à prendre acte de cette réclamation. »

Ce à quoi le maire, qui a reçu ladite pétition vendredi soir, répond : « On en tirera les conclusions qui s'imposent. » Lesquelles ? A priori pas de réunion d'information, ni de consultation publique. « Pas avant que l'Andra ne s'exprime sur la candidature du village. » Procédé qui, on l'aura compris, ne fait pas l'unanimité dans un village où planent encore quelques tensions post-municipales. « Ça fonctionne un peu de façon clanique, au conseil municipal, ils se mettent d'accord entre eux d'abord », remarque une administrée, qui tient à garder l'anonymat, « pour ne pas en rajouter dans la guéguerre ».

Jeu démocratique

L'intéressée a déjà une idée sur le fond (« On a déjà le labo de Bure, c'est assez de cochonneries pour les environs »), mais c'est d'abord la forme qu'elle conteste aujourd'hui. « Peut-être qu'on pourrait nous demander notre avis, sur un sujet aussi important ! » Même irritation chez Denys Thibault :

« J'ai été averti par le journal, vous trouvez ça normal ? », s'insurge-t-il. « Certes, l'équipe municipale a été mise en place par la population, mais connaissent-ils vraiment les problèmes de leur commune, et les dangers qu'implique cette aventure ? Je ne suis ni contre ni pour puisque, précisément, je n'ai aucune information ! »

Sur le modeste petit village, dont l'argile souterraine attise les convoitises de l'Andra, la pétition n'a donc pas laissé de marbre. Quitte, d'ailleurs, à refuser de la signer. À l'exemple de Chantal Cannelle, qui ne voit aucun inconvénient à la méthode municipale.

« On a élu ce conseil, c'est à lui de prendre la décision », estime cette dame. « C'est ça, la démocratie. D'autant plus que cette candidature ne nous engage pas définitivement. Après, si la commune était retenue, il sera bien temps d'informer et de consulter. » Et sur le principe de l'enfouissement, un avis ? « Alors là, pas encore. Je ne suis pas assez bien renseignée pour ça. »

Et c'est bien là toute la question...

Consultez de nombreux articles de presse sur le sujet, concernant tous les sites contactés en France sur le sites internet : www.burestop.org et www.sortirduclaire.org

enfouissement : les problèmes

Extrait article SCIENCES ET TECHNOLOGIES - NUCLEAIRE - ENVIRONNEMENT / Jeudi 2/10/2008

L'argile de Tournemire sous haute surveillance

L'Institut de radioprotection et de sûreté nucléaire tente d'encadrer avec le CNRS les recherches sur le stockage des déchets nucléaires... dans un tunnel ferroviaire.

A Tournemire, les conditions de stockage de déchets nucléaires sont extrêmes : une belle tranche d'argile, de fissures et d'aquifères.

C'est un tunnel ferroviaire comme la France en gorge. Il compte deux ouvertures, des rails mais aucun train n'y passe depuis longtemps. Le tunnel de Tournemire a réussi une brillante reconversion grâce à la roche de la montagne qu'il traverse.

L'Institut de radioprotection et de sûreté nucléaire (IRSN) s'est offert pour une bouchée de pain une belle tranche d'argilite de 250 mètres de profondeur, persillée à souhait de failles, de fissures, d'aquifères. « Nous sommes ici dans les conditions extrêmes d'un stockage de déchets nucléaires », assure Karim Ben Slimane, chef adjoint du laboratoire LR2 S. (...) Acquis en 1992, le tunnel a depuis été équipé de galeries expérimentales dont la longueur a doublé cet été (250 mètres). Grâce à elles, le nouveau groupement national de recherche « Trasse » créé par l'IRSN et le CNRS compte renforcer la recherche sur le stockage géologique des déchets les plus radioactifs. Car plusieurs questions restent en suspens.

L'eau, principal enjeu

Cette initiative fait plus qu'agacer les partisans du stockage géologique. En particulier du côté de l'Agence nationale pour la gestion des déchets nucléaires (Andra). C'est elle qui a construit le laboratoire de Bure dans la Meuse pour tester un tel enfouissement dans une couche profonde d'argile à 500 mètres sous terre. L'enjeu : persuader l'Etat en 2015 que ce stockage ne contaminera pas l'environnement sur plusieurs centaines de milliers d'années. Les recherches de Tournemire attirent tout autant la colère de Christian Bataille, le député socialiste du Nord à l'origine des lois éponymes de 1991 et 2006 qui fixent le calendrier du projet de stockage. Ce grand connaisseur du nucléaire estimait lundi dans le « Figaro » que le laboratoire de Tournemire est surtout là pour justifier qu'on donne de l'activité à une équipe de scientifiques.

En qualité d'experts indépendants pour ses tutelles ministérielles, l'IRSN et son partenaire tentent malgré tout de valider les recherches très sensibles de l'Andra, avec des moyens 10 fois plus modestes (6 millions d'euros). Les chercheurs de Trasse veulent répondre à deux questions : l'argilite est-elle imperméable ? L'imperméabilité est-elle préservée au cours du stockage ? Car la question de l'enfouissement des déchets nucléaires est devenue celle de l'eau. En quelques milliers d'années, l'eau contenue dans l'argile (3 %) liquéfiera les emballages vitrifiés ou métalliques, libérant les matières radioactives comme le plutonium, les actinides, etc. L'isolation de ces éléments ne reposera plus que sur la couche d'argile. D'où la nécessité de vé-

Déchets nucléaires : Tréveray vote contre

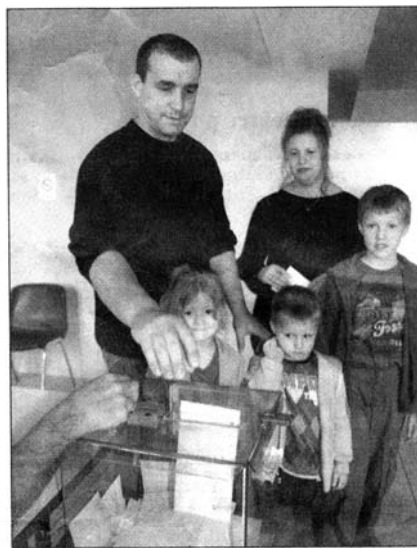


Photo ER

A l'issue d'une consultation populaire, une majorité d'habitants se sont prononcés contre la candidature de Tréveray comme site de stockage de déchets radioactifs de faible activité, à vie longue. Un avis qui pourrait peser lors du prochain conseil municipal, le 24 octobre.

■ En Meuse
l'article de Jean-Christophe ERBSTEIN

Les Habitants vigilants du canton de Gondrecourt et du sud meusien viennent de se regrouper en association !

Contactez-les : habitantsvigilants@orange.fr

rifier qu'aucun mouvement d'eau ne fasse migrer ces polluants vers des nappes phréatiques ou vers l'environnement extérieur.

Pour sa vingtaine de chercheurs, le tunnel de Tournemire offre une réplique pas chère de Bure et un cas d'école intéressant. « *La couche d'argilite de 180 millions d'années a presque le même âge et la même composition chimique* », explique Karim Ben Slimane. Comme à Bure, elle subit la contrainte des 250 mètres de calcaire au-dessus d'elle. A Tournemire, les scientifiques ont voulu se positionner dans un scénario extrême, celui d'une couche fracturée et cernée par deux aquifères. En cela, l'IRSN se démarque des équipes de l'Andra pour qui la couche d'argile de Bure ne contient pas de failles. Cette position qui se défend géologiquement par la grande stabilité passée du plateau régional ne suffit pas à convaincre l'IRSN.

A Tournemire, les géologues ont montré que certaines fissures dans l'argile peuvent échapper aux meilleures technologies sismiques.

Or les fissures restent aujourd'hui la grande interrogation du stockage géologique selon les chercheurs. Un consensus existe sur l'imperméabilité de l'argilite saine. A Tournemire, les hydrogéologues ont pu reconstituer la migration de l'eau de l'aquifère situé 50 mètres au-dessus du tunnel-laboratoire : 3 centimètres par million d'années, quasiment l'étanchéité. En revanche, dans les zones fissurées, l'eau court à 3 kilomètres par million d'années. Cette perméabilité est alors intolérable pour des déchets nucléaires.

Maîtriser les fractures

Pour les géologues, la présence de fracture ne condamnerait pas pour autant le futur site de stockage. « *Il faut dans ce cas s'assurer qu'elles en sont éloignées ou qu'elles sont non circulantes* », explique Denise Stammose de l'IRSN en montrant dans une galerie une fracture de 2 mètres d'épaisseur pour quelques centaines de mètres de long : « *Cette faille a bougé de 10 mètres verticalement il y a 40 millions d'années. L'argile a depuis été broyé, il est stable* ».

A la seconde question, le tunnel de Tournemire apporte plus de réponses que le site de Bure. Le tunnel, qui a été percé à la fin du XIXe siècle, offre cent vingt ans de recul. Deux phénomènes risquent de dégrader l'imperméabilité du stockage. Les chercheurs ont découvert en 2001 que le **creusement des tunnels d'accès et de stockage fissure la roche**. A Tournemire, des carottages et des analyses chimiques et ultrasoniques ont montré que l'anneau de 2 mètres autour du tunnel est endommagé. Ce résultat a surpris : « *Avec une telle masse de roche au-dessus de la couche, nous n'avions pas prévu ces fissures. L'ouverture du tunnel a dû dégrader les qualités de l'argile à cause du coupage des effets mécaniques, de la désaturation en eau et de l'oxydation de la roche.* » Le même travail de mesure a été réalisé sur la galerie percée en 1996. Aucune fissure n'a encore été repérée, ce qui fait dire à Karim Ben Slimane : « *l'absence d'impact à 10 ans n'implique pas qu'il n'y en ait aucun à 100 ans.* » En clair, gare aux conclusions trop hâtives sur le site de Bure. Les chercheurs reconnaissent ne pas comprendre tous les phénomènes du stockage. A tel point qu'aucune modélisation ne colle avec les mesures de propagation des fissures du tunnel et des galeries. Les spécialistes espèrent quand même y parvenir d'ici quelques années.

MATTHIEU QUIRET



action

LE CDR 55 A COMMÉMORÉ À SA FAÇON LE 11 NOVEMBRE À VERDUN Ce texte a été lu à cette occasion, suivi de 21 minutes de silence.

<< Bienvenue et merci à vous tous de participer aujourd'hui à Verdun à ce rassemblement citoyen libre.

Nous avons décidé de nous réunir aujourd'hui mardi 11 novembre 2008, jour de l'armistice. Cette commémoration revêt, particulièrement à Verdun, une dimension à caractère doublement national : le 90ème anniversaire de la fin de la Première Guerre Mondiale, et la venue de Nicolas Sarkozy sur les champs de bataille.

Nous sommes tous les petits-enfants et arrière-petits enfants des pauvres gars qui ont vécu l'horreur des tranchées et nous voulons porter leur parole, aujourd'hui encore officiellement censurée.

Que disaient-ils en revenant de l'enfer ?

"Guerre à la guerre, plus jamais ça, c'est la der des der". Ils dénonçaient l'absurdité d'un conflit qui les dépassaient et les engloutissaient, considérés comme du simple fourrage humain, de la chair à canon au service d'une raison supérieure.

Nous sommes rassemblés ici pour dénoncer la démarche paradoxale du président de la République.

Il vient honorer la mémoire des Poilus de 14 alors qu'il est l'infatigable représentant de commerce de l'industrie nucléaire, dans l'Union Européenne comme dans le monde entier. Vendre des centrales nucléaires en occultant délibérément qu'elles portent en elles la destruction absolue, quel cynisme, quelle inconscience de la part de monsieur Sarkozy !

Que diraient les Poilus de 14 d'une telle démarche ? Ne diraient-ils pas : "Aujourd'hui, vous venez vous recueillir à Douaumont et demain, vous déroulez le tapis à la technologie la plus mortifère jamais mise en oeuvre par les hommes."

En cette journée du souvenir, il est frappant de constater que nos dirigeants ont une fois de plus la mémoire courte. Est-il besoin de rappeler que l'histoire de l'industrie nucléaire est jalonnée de millions de victimes et de morts? 1945 : Hiroshima et Nagasaki 1986 : Tchernobyl de 1966 à 1996 210 essais nucléaires principalement au Sahara et en Polynésie française.

A Mururoa 137 essais nucléaires, dont 5 en atmosphère, et 10 souterrains.

Décrit comme le cheval de Troie de la guerre, l'uranium appauvri est l'arme qui continue à détruire, comme en Irak et au Koweït.

La Guerre du Golfe de 1991 a été l'une des plus toxiques et dévastatrices.

Ne laissons pas dans l'oubli tous les travailleurs qui subissent aujourd'hui encore les effets de la radioactivité : dans les mines d'uranium du Niger, de France en Limousin, dans les centrales nucléaires, dans les centres de traitement des déchets.

Ne laissons pas dans l'oubli tous les habitants proches d'installations nucléaires contaminés à leur insu.

A quand un monument à la mémoire des irradiés et des morts parmi les populations des différents pays : Vietnam, Ukraine, Biélorussie, Japon, Polynésie, Niger, France, Etats-Unis, Angleterre, Bosnie, Serbie et la liste n'est malheureusement pas exhaustive?

Décidément, l'Histoire bégaie. Les jeunes envoyés au front pendant la première guerre ont été sacrifiés à des intérêts économiques.

Aujourd'hui, les populations de régions fragiles (comme celle de la Meuse avec BURE) sont contraintes d'accepter le sacrifice - programmé par le pouvoir central - de leurs territoires pour devenir des dépotoirs atomiques ceci afin d'assurer la pérennité d'une industrie obsolète, coûteuse et dangereuse.

Toujours et partout, des voix se sont élevées pour dénoncer et refuser les mensonges des puissants. Nous sommes de ceux-là qui disent "NON".

Nous allons faire maintenant 21 minutes de silence, 21 minutes en la mémoire de tous ces morts du 20ème siècle et pour représenter ce 21ème siècle qui paraît si mal engagé. >>

CLIS de Bure : mascarade

Il est présidé par M. Bataille, artisan des deux lois qui nous mènent à l'enfouissement à Bure : un scandale.

<< Ce communiqué du 14/10/08 est co-signé par l'AEMHM (Association des Elus Meusiens et Haut-Marnais opposés à l'enfouissement des déchets nucléaires), le CDR 55 (Collectif meusien contre l'enfouissement des déchets nucléaires), le Cedra 52 (Collectif haut-marnais contre l'enfouissement des déchets nucléaires)

<< Membres du CLIS (Comité Local de Suivi et d'Information), voire de son bureau depuis l'origine pour la plupart d'entre elles, nos associations ont ainsi prouvé qu'elles apportaient beaucoup d'importance à l'information des populations, même si elles avaient conscience que le CLIS était loin de l'outil impartial qui aurait été souhaitable. Mais aujourd'hui la coupe est pleine, la présence de Monsieur BATAILLE à sa tête est révélatrice de la mainmise des pouvoirs publics et de l'ANDRA sur le CLIS, dans le seul but d'empêcher l'information indépendante que nous défendons. Cette manœuvre trouve à son origine nos deux Présidents de département, Messieurs SIDO et NAMY qui, avec la complicité du Préfet, ont nommé Monsieur BATAILLE à la Présidence. Comment assurer cette indépendance avec un Président dont la loi sur les déchets porte le nom, qui était, il y a peu encore, membre du Conseil d'administration de l'ANDRA et qui, dans sa lettre de démission tardive, appelle le Président de l'ANDRA cher ami ?

Nous dénonçons un simulacre de démocratie qui, s'il se passait dans une république lointaine, prêterait à sourire... Mais cela se passe chez nous, en France ! Qu'en pense notre député Bertrand PANCHER, chevalier blanc d'une démocratie participative qu'il appelle de ses vœux à partir du moment où l'on dit comme lui ?

Que va devenir dans ces conditions l'analyse critique du programme de recherche de l'ANDRA votée en plénière par l'ancien CLIS ? Vous pouvez compter sur Monsieur BATAILLE pour la confier à un ami si elle est réalisée un jour.

Pour toutes ces raisons :

- nous restons membres du CLIS pour rappeler que cette structure peut avoir une utilité et jouer son rôle si les pouvoirs publics cessent de la museler;
- nous refusons de siéger tant que Monsieur BATAILLE en sera le Président;
- nous manifesterons à chaque plénière pour rappeler notre position.

Pour conclure, nous trouvons consternante la position des membres du CLIS qui acceptent de siéger avec Monsieur BATAILLE Président, contribuant ainsi à lui conférer un semblant de légitimité. >>

Votre adhésion et les dons ont servi à imprimer cette Lettre d'information, au tirage de tracts et affiches pour ces derniers mois, à l'achat d'un radiamètre à la Criirad, à aider l'association Tchernobyl/Belarus, à commander des brochures au Réseau, à payer des frais de déplacements, etc.

L'Institut BELRAD a besoin de vous !

Nous vous en avons déjà parlé : Vassili Nesterenko, directeur et fondateur de l'institut BELRAD, est décédé l'été dernier, après avoir consacré son temps depuis 1990 à mesurer le taux de radioactivité interne et à distribuer de quoi traiter les populations, notamment les enfants, vivant dans les territoires contaminés par les retombées de la catastrophe de Tchernobyl au Belarus. Ce malgré d'innombrables tracasseries administratives visant à entraver son action, que Vassili Nesterenko a toujours pu surmonter mais qui ont fini par avoir raison de sa santé déjà fortement affectée depuis son survol du réacteur au lendemain de l'explosion du 26 avril 1986.

Son fils Alexeï a fort heureusement repris le flambeau.

Mais l'avenir de BELRAD reste précaire, son financement n'étant assuré qu'à très court terme. Ses travaux sont pourtant fondamentaux et les résultats très concrets : des actions de prévention et d'information auprès des populations, des milliers d'enfants traités, des centaines de milliers de données ayant abouti à la réalisation d'un atlas de la contamination du vivant, qui constitue une première dans ce domaine. Ce travail ne peut se poursuivre sans l'aide des ONG européennes. L'arrêt des travaux de l'Institut BELRAD constituerait la négation des conséquences de l'accident de Tchernobyl, notamment l'effet des faibles doses de radiations internes qui affectent la santé de plusieurs millions de personnes dans les territoires contaminés, par le biais de l'alimentation. Des enfants âgés seulement de quelques années meurent ainsi des suites de pathologies habituellement observées chez les adultes (maladies cardio-vasculaires, entre autres). Le lobby nucléaire, Agence internationale de l'énergie atomique en tête, ainsi que l'Organisation mondiale de la Santé, entièrement soumise à l'AIEA dans cette affaire, continuent à nier ces effets afin de préserver leurs intérêts, interdisant ainsi l'accès aux soins à de nombreuses personnes.

Vous pouvez aider l'Institut BELRAD en envoyant vos dons à « Enfants de Tchernobyl Belarus » (dont Alexeï Nesterenko est vice-président) qui est le principal soutien en France de l'Institut.

Une cure de trois semaines de pectine de pomme, chélateur naturel, sans effet secondaire et peu coûteux, permet d'éliminer jusqu'à 70% du Césium radioactif incorporé. Trois cures par an reviennent à 120 euros.

Par avance merci !

Enfants de Tchernobyl Belarus

20 rue principale - 68 480 BIEDERTHAL

<http://enfantsdetchernobylbelarus.doubleclie.asso.fr/>

Bure et géothermie

L'Andra a remis ses conclusions concernant le forage Est 433 dit de "Montiers" situé en plein cœur de la zone de transposition, ce forage devait étudier le potentiel géothermique.

C'était le plus profond des forages mis en place ces derniers mois.

Antoine Godinot, géologue, a étudié le rapport de l'Andra. Ses conclusions sont claires : *"Bure est au cœur d'une vaste zone à potentiel géothermique à peu près exactement comme l'avait pronostiqué le BRGM dans les années 80."*

Nous reviendrons plus largement sur ce sujet dans notre prochain bulletin.

Si vous souhaitez être tenus informés par internet entre deux Lettres, merci de nous communiquer votre adresse à : burestop.cdr55@free.fr

CONTACT/ADHÉSION → CDR 55 : 1, sentier de Guédonval - 55000 Bar-le-Duc
/ Tél. 03 29 45 11 99 (laisser message sur le répondeur)

site internet www.burestop.org